

## SUR INSTRUCTION DE SELLAL À LA BANQUE D'ALGÉRIE

# Les paradis fiscaux désormais «infréquentables»

**Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal a instruit le gouverneur de la Banque d'Algérie de «veiller à ce qu'il n'y ait plus de domiciliations bancaires dans les paradis fiscaux», indiquait hier le ministre de l'Industrie et des Mines.**

**Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Le responsable de l'exécutif invite ainsi les banques mais aussi la communauté d'affaires à lutter contre le transfert illicite de capitaux, à mettre un terme à certaines pratiques. Il s'agit notamment de la surfacturation des opérations de commerce international, des opérateurs plaçant les montants excédentaires dans des places bancaires assez laxistes, des paradis fiscaux ou en offshore.

Après avoir réuni les partenaires sociaux en prévision de la tenue début octobre 2015 à Biskra de la prochaine réunion tripartite (gouvernement-UGTA-patronat), Abdesselam Bouchouareb a ainsi laissé entendre lors d'une conférence de presse l'engagement de l'exécutif à faire «tarir» les sources de surfacturations.

Des surfacturations «en masse» notamment dans le domaine de l'importation de véhicules, l'Etat ayant toute connaissance d'infractions commises par des concessionnaires, assurera le ministre de l'Industrie.

A ce propos, Abdesselam Bouchouareb affirme que le «cadre» notamment réglementaire régissant l'activité des concessionnaires automobiles «est clair» et que «les dérives» n'auront plus cours.

Evoquant la parution imminente d'un arrêté relatif à cette activité, le ministre de l'Industrie indiquera

par ailleurs que «les quelques cas (de véhicules bloqués aux ports) seront libérés à partir de la semaine prochaine».

Auparavant, le ministre de l'Industrie avait abordé, en présence du secrétaire général de l'UGTA et des dirigeants des organisations patronales publique et privées (Unep, CNPA, CPA, CGOA, Cipa, UNI et FCE), la dynamique de développement engagée par le biais de la loi de finances complémentaire pour 2015, la révision du Code des marchés publics, la dépénalisation de l'acte de gestion ainsi que par le prochain code de l'investissement, devant être adopté lors de la rentrée gouvernementale et attendu dès septembre prochain.

A ce propos, Abdesselam Bouchouareb a indiqué que l'élaboration de ce texte a connu des «retards» en raison de divergences sectorielles même si la mouture finalisée depuis deux mois est basée sur «un consensus».

Comme le ministre de l'Industrie rassurera quant à l'amélioration de l'offre foncière, évoquant le démarrage de la réalisation-aménagement de 31 parcs industriels dès le mois d'octobre, voire le lancement de 17 autres parcs avant la fin de l'année.

Mais aussi en indiquant que le foncier industriel non utilisé sera également ciblé, la LFC 2015 insti-



Bouchouareb veut lutter contre la surfacturation.

tuant une taxe de 3% sur la valeur vénale des terrains attribués et où les investissements projetés n'ont pas été réalisés. A propos justement de la LFC 2015, dont selon lui, la teneur des mesures répond aux desiderata des opérateurs économiques et pourrait être encore renforcée dans la prochaine loi de finances (pour 2016), Abdesselam Bouchouareb assurera du bien-fondé de la mesure relative à l'assainissement fiscal.

Récusant toute amnistie fiscale et misant sur la transparence, le ministre de l'Industrie considère que la disposition permettant à tout détenteur de fonds de les réinjecter dans le circuit bancaire, moyennant une taxation forfaitaire de 7%, est déjà usitée de par le monde.

Faisant fi des «pleureuses», le ministre de l'Industrie dont l'analyse a été globalement partagée par la plupart de ses partenaires sociaux, estimera que cette mesure est opportune, d'autant qu'elle permettrait de bancariser au moins 1 500 milliards de dinars.

Cela même si le ministre de l'Industrie considère qu'elle «ne constitue pas la panacée» mais s'inscrit selon lui dans le cadre d'un mouvement d'ensemble» visant à la génération d'une croissance économique forte et cumulative».

Dans ce sens, Abdesselam Bouchouareb n'écarter pas la possibilité de la création de fonds d'investissements privés, à même de capter les liquidités des opérateurs formels en mauvaise situation fis-

cale et économique et de constituer des outils de financement alternatifs.

Ayant indiqué auparavant que la production industrielle ne couvre que 40% de la demande domestique, même si une croissance de 7% a été enregistrée lors du premier semestre 2015, Abdesselam Bouchouareb fera état de la dynamique engagée en matière de substitution à l'importation.

Ainsi, il indiquera qu'une quinzaine de filières industrielles «stratégiques» mais qui «nous coûtent cher en termes d'importations quoique recelant d'importants potentiels» ont été identifiées et leurs investissements seront stimulés, en vue de contribuer à résorber le déficit et même développer les capacités d'exportation.

La promotion de la production nationale, il en sera question lors de la prochaine réunion tripartite, indique le ministre de l'Industrie, dans le contexte où la conjoncture financière et économique actuelle impose d'accélérer les réformes, d'œuvrer en matière de substitution à l'importation».

Justifiant la localisation de la prochaine tripartite, Abdesselam Bouchouareb assure que «le choix de Biskra n'est pas fortuit» mais a été décidé par le Premier ministre, au regard de sa vocation agricole et industrielle. Ce faisant, le ministre de l'Industrie exprimera son satisfecit quant à la mise en œuvre des décisions de la dernière réunion tripartite ainsi que du Pacte national économique et social de croissance.

C. B.

## ELLE ESTIME QU'IL EST «VICTIME DE SON COURAGE»

## Hanoune défend Benyounès

**La secrétaire générale du PT prend la défense du désormais ex-ministre du Commerce, limogé jeudi dernier dans le sillage d'un mini-remaniement ministériel.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Pour Louisa Hanoune, qui intervenait, hier, dans une conférence de presse, le limogeage de Amara Benyounès du ministère du Commerce «suggère beaucoup de questions».

Indépendamment de ses positions de soutien au président de la République en tant que secrétaire général du MPA, la patronne du PT estime que Benyounès est «victime de son courage». Et de citer le dossier de surfacturation dans les opérations d'importation qu'il a éventé, la licence d'importation de véhicules qui a permis, selon elle, de réduire la facture d'importation de deux milliards de dollars durant les trois premiers mois de l'année en cours. Des mesures qui n'étaient pas pour plaire à tout le monde. Et d'indiquer que les barrons des containers qui se sont accaparés des centres de décision, qui dégomment et nomment des gens sont derrière son départ.

Les mêmes questionnements, Hanoune les réservera aux remaniements opérés au plus haut sommet de l'Etat de la hiérarchie militaire. Elle s'interrogera sur les raisons



Louisa Hanoune, SG du PT.

des informations distillées à propos de ces changements opérés sans explication, ni clarifications, et ces informations. Pour elle, c'est là le signe d'une «panique du gouvernement», ce qui rend le climat politique davantage «plein d'incertitudes».

Faisant remarquer que ces changements sont du domaine du normal et de l'ordinaire et relèvent des prérogatives du président de la République, la secrétaire générale du PT

considère que ces limogeages impactent sur le moral des troupes et aggravent les dangers. Pourquoi jeter en pâture ces hauts responsables militaires ? s'interrogera-t-elle encore. Aussi ces remaniements et ces décisions prouvent le «manque, voire l'absence de notion de l'Etat et de vision stratégique», car œuvres de gens qui considèrent «l'Etat comme une propriété privée».

Evoquant la loi de finances complémentaire 2015 qui vient d'entrer en vigueur, Hanoune estime qu'elle comprend, contrairement à ce que soutient le Premier ministre, tous les ingrédients d'une austérité qui ne dit pas son nom. «La LFC n'est pas porteuse de politique d'austérité en apparence seulement», car à y voir de plus près, la patronne du PT estime qu'elle fait la part belle aux patrons et autres nouveaux riches. Comme, citera-t-elle, la réduction de la TAP de 50% pour les producteurs et de 25% pour les intervenants dans les travaux publics.

Ce qui provoquera une asphyxie des collectivités locales qui en sont alimentées à hauteur de 66%.

Aussi la bancarisation de l'argent de l'informel constitue, aux yeux de Louisa Hanoune, une «amnistie fiscale» et un «blanchiment de l'argent sale». Elle ne fera, ajoutera-t-elle, «qu'encourager davantage l'évasion fiscale». Elle citera également l'im-

pôt sur la fortune porté à 100 millions de dinars, ce qui constitue un «autre cadeau offert aux nouveaux riches» ou encore la taxe d'habitation qui vient d'être généralisée à travers l'ensemble des communes du pays et augmentée dans quatre wilayas du pays (Alger, Oran, Annaba et Constantine). Il y a aussi la réduction du budget de fonctionnement avec beaucoup de projets ajournés et la réduction des projets d'équipements et des autorisations de programmes (AP).

Hanoune relève également la suppression de l'article 66 de la LFC 2009 qui dicte les normes et les garanties de lutte contre la fraude dans les opérations d'importation.

La secrétaire générale du PT s'en prendra encore une fois au patron du FCE dont les récentes recommandations faites au gouvernement ont valeur, pour elle, de «provocations» et exposent le pays à «une véritable explosion sociale» si jamais elles sont mises à exécution. C'est à croire qu'il «se substitue au président de la République» avec, notamment, la «diplomatie parallèle qu'il a mise en place».

Le plus grave, estimera-t-elle encore, est que le ministre de l'Industrie et des Mines a fait sien ce «plan de désertification qui prouve que le pays entre dans la zone de hautes turbulences».

M. K.